Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 146 (2001)
Heft: 4

Artikel: La Géorgie dans l'œil du cyclone. 1re partie
Autor: Razoux, Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346129

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La Géorgie dans l'œil du cyclone (1)

A l'heure où la nouvelle administration américaine s'interroge sur sa stratégie dans le Caucase et où la Géorgie s'apprête à fêter le dixième anniversaire de son indépendance, le pays, plus fragilisé que jamais, semble au bord de l'implosion. Seule l'autorité chancelante de son président usé lui confère encore un semblant d'unité. Qu'adviendra-t-il lorsque Edouard Chevarnadzé disparaîtra?

Pierre Razoux[1]

Largement ignorée des médias, la situation en Géorgie témoigne à la fois des nombreuses difficultés auxquelles sont confrontées les républiques issues de l'ancienne Union soviétique, mais aussi des tentatives de certains Etats cherchant à imposer leur influence et leurs intérêts, notamment pétroliers, dans cette région véritablement stratégique. Cette situation illustre surtout le retour en force de la Russie dans le Caucase.

Indépendante depuis 1991, la Géorgie (*Sakartvelo*)[2] est un pays montagneux d'une beauté sauvage et envoûtante. Au détour de routes pittoresques serpentant au milieu de collines boisées, une multitude de monastères, de forteresses et de tours de guet à l'abandon témoignent d'un passé tourmenté. Un peuple d'hommes fiers et de femmes superbes réserve aux hôtes de passage un accueil d'une chaleur sans égale. Une terre de traditions... mais aussi de *vendetta* et de jeux claniques compliqués. Au-delà des clichés, qu'en est-il réellement de cette contrée fascinante située au cœur du Caucase, qui s'enorgueillit d'être l'une des plus anciennes civilisations indo-européennes? En tout cas l'une des premières à avoir été christianisée au début du IVe siècle. Tiraillée entre l'Orient et l'Occident, cette nation puise ses origines dans la mystérieuse Colchide, la contrée de la légendaire Toison d'Or, et dans la non moins énigmatique Ibérie. Ce pays potentiellement riche, dont les racines sont mal connues, dont la langue singulière ne se retrouve nulle part ailleurs (si ce n'est curieusement à travers certains mots de dialecte basque[3]), est situé à l'épicentre d'une zone à haut risque qui englobe la Russie (au Nord), la Tchétchénie (au Nord-Est), l'Arménie et le Nagorno-Karabakh (au Sud), la Turquie et le Kurdistan (au Sud-Ouest)... sans même évoquer la mosaïque d'autres conflits identitaires qui fragmentent la région depuis des temps immémoriaux.

Un corridor entre l'Europe et l'Orient

D'une taille légèrement inférieure à celle du Bénélux, la Géorgie forme un corridor naturel entre la Mer Noire et l'Azerbaïdjan, qui débouche sur la Mer Caspienne et l'Asie centrale. Sa disposition en a toujours fait un lieu de passage pour les grandes invasions, mais aussi une voie de commerce vers l'Orient. Le pays s'étend le long de deux grandes chaînes montagneuses. Au Nord, le massif du Grand Caucase dépasse les 5000 mètres d'altitude et marque la frontière avec la Russie[4]. Au Sud, la chaîne du Petit Caucase délimite une frontière naturelle avec la Turquie et l'Arménie. La population compte 5,3 millions d'habitants[5]. Bien que 85% d'entre eux se considèrent comme chrétiens orthodoxes, les Géorgiens se plaisent à employer l'adjec-

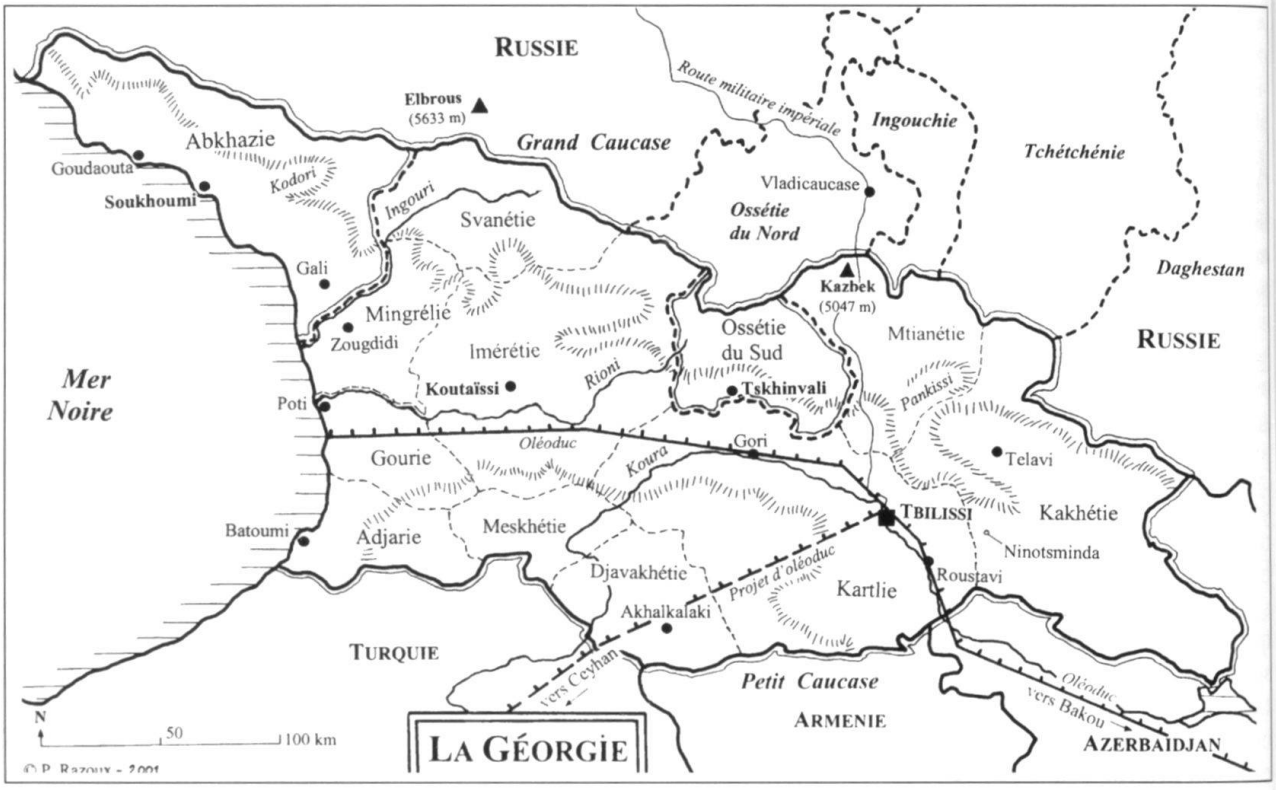
[1] *Collaborateur régulier de la* RMS, *spécialiste des conflits du Proche-Orient et familier des questions stratégiques, Pierre Razoux se penche cette fois-ci sur le dossier du Caucase.*

[2] *Littéralement «le pays des Géorgiens».*

[3] *Certains historiens grecs estimaient que les tribus géorgiennes étaient originaires du Nord de l'Espagne.*

[4] *Le Mont Elbrous, situé sur le versant russe du Grand Caucase, culmine à 5633 mètres.*

[5] *Le dernier recensement soviétique de 1989 distinguait les groupes ethniques suivants: Géorgiens (70%), Arméniens (8%), Russes (6,5%), Azéris (5,5%), Ossètes (3%), Abkhazes (2%) et autres (5%).*



tif «cosmopolite» pour qualifier leur pays qui accueille également un nombre important de personnes de confessions juive et musulmane. A l'inverse de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan qui demeurent enclavés, la Géorgie est la seule des trois républiques de Transcaucasie à s'ouvrir sur «l'espace monde» par la Mer Noire; à ce titre, elle constitue l'une des portes orientales de l'Europe qui pourrait permettre de transporter vers les pays de l'Union européenne les richesses minérales et énergétiques de l'Asie centrale. Consciente de l'avantage que lui procure sa situation géographique, la Géorgie s'attache à promouvoir un projet de corridor transcaucasien (TRACECA). Le gouvernement géorgien cherche surtout à concrétiser par tous les moyens la construction d'un nouvel oléoduc Bakou - Tbilissi - Ceyhan.

Une pièce maîtresse sur l'échiquier caucasien

Le contrôle de ce corridor suscite toutefois bien des convoitises. La Géorgie se trouve en effet au carrefour de plusieurs influences antagonistes. Dans le cadre de sa stratégie générale, la Russie cherche à reforger le glacis protecteur de la «Mère Patrie» en rétablissant son influence, voire son contrôle, sur l'ensemble des anciens territoires qui étaient placés sous sa domination. De ce fait, le Kremlin considère la Transcaucasie comme son arrière-cours naturelle, son domaine réservé en somme; un avant-poste sur la frontière méridionale la plus sensible permettant d'accéder facilement aux mers chaudes mais, en même temps, une marche défensive pour contenir la poussée d'un Islam à nouveau conquérant. Or, de par sa géographie, la Géorgie occupe une position essentielle dans ce dispositif. Au-delà d'un discours teinté de néo-colonialisme, l'attitude méfiante du Kremlin à l'égard de cette région et le maintien de troupes russes en Géorgie s'explique aussi par la volonté d'empêcher que ces territoires ne servent de base arrière aux combattants tchétchènes.

Les Etats-Unis d'Amérique, quant à eux, ne se sont véritablement intéressés à la Transcaucasie qu'après que celle-ci se soit séparée de l'Union soviétique. Ils ont su depuis rattraper le temps perdu, ne ménageant pas leurs investissements. La volonté américaine de contrer la stratégie énergétique russe est patente, notamment à travers le soutien de la Maison Blanche au projet d'oléoduc Bakou - Ceyhan... Tout

comme d'ailleurs le souhait de freiner, voire de bloquer le retour de la Russie dans le pays. L'ancien président Clinton a plusieurs fois répété à son homologue Vladimir Poutine qu'il considérait la Géorgie comme une ligne rouge à ne pas franchir, même si l'administration américaine n'a jamais précisé quelles pourraient être ses réactions si l'armée russe venait à intervenir directement, par exemple en cas de propagation du conflit tchétchène.

La Svanétie, région montagneuse située au Nord-Ouest de la Géorgie, à proximité de l'Abkhazie et de la Russie.

Autre concurrent sérieux: le Royaume-Uni. L'intérêt de celui-ci pour la Transcaucasie remonte à la fin du XVIIIe siècle, au moment où la Couronne britannique s'emparait des Indes, alors même que la Géorgie se tournait vers la Russie. Dès lors, la Transcaucasie fit partie intégrante du «Grand Jeu» auquel se livrèrent Britanniques et Russes pour le contrôle ou la neutralisation de cette région. Dès la fin de la guerre froide, Londres fut l'une des premières capitales à renouer avec Tbilissi et à mettre en place une coopération significative. Rappelons simplement deux faits: British Petroleum est la société occidentale qui investit le plus dans le projet d'oléoduc Bakou - Ceyhan et la société anglo-géorgienne Canargo vient de découvrir un gisement pétrolifère prometteur dans la région de Ninotsminda. Pour le Royaume-Uni, la Géorgie constitue à la fois un point d'encrage dans le Caucase et un enjeu économique potentiellement important. Londres n'en conserve pas moins un profil beaucoup plus conciliant que Washington à l'égard de Moscou, estimant que, pour une raison d'équilibre global, la Russie doit continuer à tenir son rang dans le concert des nations, d'autant plus que celle-ci devient progressivement une source majeure d'approvisionnement énergétique pour l'Europe occidentale[6].

L'Allemagne cherche, elle aussi, à tenir son rôle dans ce nouveau «Grand Jeu». Au début des années 1990, Bonn a estimé que la Géorgie représentait un marché intéressant, même si sa présence semble s'être aujourd'hui estompée, compte tenu de l'absence de perspectives favorables à court terme. La France, fidèle à sa

Carte d'identité de la Géorgie

Capitale:	Tbilissi (Tiflis)
Population:	5,3 millions
Superticie:	69700 km^2
Relief et climat:	vallonné et montagneux, méditerranéen
PNB (1998):	4,5 milliards de dollars
Revenu mensuel moyen/hab:	60 dollars (30 fois moins qu'en France)
Espérance de vie:	64 ans
Institutions:	république à régime présidentiel
Groupe ethnique prépondérant:	Géorgiens (70%)
Religion prédominante:	rite chrétien orthodoxe (68%)
Fête nationale:	26 mai (indépendance)

[6] *Les pays européens, qui souhaitent s'émanciper progressivement du pétrole moyen-oriental dominé par les Américains, importent désormais une part croissante de leur pétrole et de leur gaz de Russie.*

Quelques dates-clés pour la Géorgie

– avril 1801	annexée par la Russie
– mai 1918	devient une république indépendante
– mars 1921	l'URSS en achève la conquête
– avril 1989	début des émeutes, intervention de l'armée rouge
– octobre 1990	premières élections libres
– mars 1991	proclamation de l'indépendance, Zviad Gamsakhourdia est élu président
– mai 1991/décembre 1993	guerre civile (juillet 1993: siège de Soukhoumi)
– mars 1992	Edouard Chevardnadzé prend le pouvoir à Tbilissi; il sera élu président en novembre 1995, réélu en avril 2000
– mai 1998	nouveaux affrontements en Abkhazie
– août 2000	l'armée russe commence à se retirer de la Géorgie

vision «romantique» et «humaniste» du monde (qui ne manque pas d'un certain panache!) tente avant tout de faire progresser la démocratie et les droits de l'homme dans une contrée où le prix de la vie humaine ne vaut pas bien cher, où les prises d'otages font florès et où les différends se règlent à coups de *Kalachnikov* plutôt que devant les tribunaux; elle défend discrètement au passage certains intérêts économiques. Par quelques actions symboliques, elle espère montrer son attachement indéfectible au peuple géorgien, sans s'aliéner l'amitié du puissant voisin russe.

La Turquie assume un rôle discret mais très actif en Géorgie. Plusieurs facteurs expliquent cette attitude: la volonté de renforcer les bonnes relations avec un voisin avec lequel elle entretient un flux d'échange commercial important; le dossier de l'oléoduc Bakou-Ceyhan; le souhait de renforcer un Etat-tampon face à une Russie toujours menaçante; enfin et surtout le besoin d'établir un corridor vers l'Azerbaïdjan lui permettant d'isoler l'Arménie. De manière symbolique, la Géorgie et la Turquie ont décidé de retirer les champs de mines disposés le long de leur frontière commune et la mission turque d'assistance militaire est hébergée à Tbilissi dans le même bâtiment que celui du chef de l'Etat-major général. L'armée géorgienne entretient enfin au Kosovo un peloton au sein du contingent turc. L'Azerbaïdjan et l'Arménie ne sont pas en mesure de jouer actuellement un rôle important en Géorgie, dans la mesure où leur attention est essentiellement focalisée sur la résolution du conflit du Nagorno-Karabakh.

Le tableau ne saurait être complet sans l'évocation du rôle joué par l'un des nouveaux acteurs de la région: Israël. Le gouvernement israélien, dans la logique de sa stratégie de contournement de ses trois principaux adversaires (la Syrie, l'Irak et l'Iran), a en effet prolongé son alliance turque par la signature en 1998 d'un accord de coopération militaire avec Tbilissi.

Un pays divisé par les conflits identitaires

A l'heure actuelle, la Géorgie abrite près de 300000 personnes déplacées contre leur gré à la suite des conflits internes qui ont ensanglanté le pays depuis 1991, faisant près de 7000 morts de part et d'autre.

La sécession abkhaze

L'origine des Abkhazes est aussi lointaine et mystérieuse que celle des Géorgiens. S'estimant linguistiquement et culturellement différents, les Abkhazes ont toujours revendiqué un statut particulier. En juillet 1992, profitant de l'état d'incurie générale, l'Abkhazie déclara unilatéralement son indépendance, déclenchant un conflit armé avec la Géorgie qui dura jusqu'à l'automne 1993 et se solda par la défaite des troupes géorgiennes insuffisamment équipées et encadrées. Les Abkhazes parvinrent à refouler les Géorgiens au-delà du fleuve Ingouri. Les combats culminèrent à l'été 1993, lors

du siège de Soukhoumi, lorsque le président Chevardnadzé s'impliqua personnellement dans la bataille... et perdit le contrôle de cette cité symbolique. Il fallut l'intervention directe d'un contingent militaire russe de «maintien de la paix», à la fin de l'année 1993, pour mettre fin aux hostilités. En mai 1994, les Abkhazes et les Géorgiens signèrent un accord de cessez-le-feu. Le Conseil de sécurité chargea la mission d'observation des Nations unies en Géorgie (MINUOG[7]) de surveiller l'application de ce cessez-le-feu en s'assurant notamment de l'absence de troupes et d'armement lourd dans la zone de sécurité.

Jusqu'à présent, le mandat de la MINUOG a toujours été prorogé[8]. La MINUOG est dirigée par un diplomate allemand, Dieter Boden, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, qui conduit les négociations entre Abkhazes et Géorgiens via le «Groupe des Amis de la Géorgie» incluant l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique, la Russie et l'Ukraine. Le général pakistanais Anis Ahmed Bajwa commande les 102 observateurs militaires déployés sur le terrain. Hormis dans la vallée du Kodori contrôlée par les Svanes, une tribu montagnarde revendiquant sa propre autonomie et vivant de trafic à destination des deux camps, la situation semble s'être stabilisée. Le nombre d'incidents graves est en diminution constante. Malgré de nouveaux affrontements en mai 1998 dans la région de Gali, aucun des deux camps ne dispose plus désormais des moyens humains, matériels, logistiques et financiers lui permettant de relancer les hostilités.

Les milices des deux camps se sont transformées en gangs mafieux qui opèrent en toute impunité dans la région, profitant de l'incurie des pouvoirs publics. Matériellement, Tbilissi ne contrôle plus du tout l'Abkhazie qui constitue de facto un Etat indépendant peuplé par moins de 100000 habitants. Cette entité, dirigée de manière autocratique par Vladislav Ardzinba, est soutenue en sous-main par la Russie qui entretient sur place 1500 soldats de «maintien de la paix» provenant du 10e régiment de parachutistes déployé sur la base aérienne de Goudaouta, au nord de Soukhoumi. La plupart des réfugiés géorgiens n'ont désormais plus guère d'illusions sur leurs chances de retour dans des foyers détruits ou occupés par des familles de «l'autre camp»: en d'autres lieux, on n'hésite pas à qualifier cela de nettoyage ethnique!

L'irrédentisme ossète

Se prévalant d'une origine distincte, les Ossètes revendiquent, eux aussi, leur indépendance à l'égard du pouvoir géorgien. Amplifiées à la fin des années 1980, les tensions entre l'Ossétie du Sud et le pouvoir central de Tbilissi s'accentuèrent lorsque celle-ci demanda son rattachement à l'Ossétie du Nord au sein d'une nouvelle république autonome. Ces tensions dégénérèrent en affrontements armés à la faveur de l'arrivée au pouvoir à Tbilissi de Zviad Gamsakhourdia, en mars 1991. Ce n'est qu'à la suite de la menace d'intervention directe de l'armée rouge que la situation se stabilisa et que des négociations débouchèrent, le 4 juillet 1992, sur un accord de cessez-le-feu, instaurant une force de maintien de la paix trilatérale composée de troupes russes, géorgiennes et ossètes.

En novembre 1992, l'Ossétie du Sud déclara unilatéralement son indépendance à l'égard de la Géorgie, devenant de facto une entité autonome peuplée de 150000 habitants et ayant Tskhinvali pour «capitale». A l'inverse du conflit abkhaze, le conflit ossète ne constitue pas un enjeu aussi brûlant pour le gouvernement géorgien, même si celui-ci ne contrôle plus du tout ce territoire. La plupart des observateurs s'entendent sur le fait que cette région présente les caractéristiques d'une société post-conflictuelle. Depuis plusieurs années, Edouard Chevardnadzé entretient des contacts directs avec les autorités ossètes, sous l'égide bienveillante de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Les négociations demeurent néanmoins

[7] *La MINUOG (UNOMIG en anglais) a été créée le 24 août 1993 par la Résolution 858 du Conseil de sécurité des Nations unies.*

[8] *La Résolution 1339 du Conseil de sécurité (31 janvier 2001) vient une nouvelle fois d'en proroger le mandat pour une période de six mois.*

bloquées, car les Ossètes prétendent obtenir les mêmes avantages que les Abkhazes. Le dénouement de l'irrédentisme ossète dépendra donc de la solution qui sera trouvée pour le conflit abkhaze.

Le cas particulier de l'Adjarie

L'Adjarie, adossée à la Mer Noire et à la Turquie, est une région officiellement autonome qui ne compte pas moins de 450000 habitants rassemblés autour du port de Batoumi. La plupart d'entre eux sont de confession musulmane (de rite sunnite). Cette région est dirigée d'une main de fer par Aslan Abachidzé, l'une des principales figures de la classe politique géorgienne. Celui-ci considère l'Adjarie comme son fief personnel, une zone propice au marché noir et aux trafics de toutes sortes avec la Turquie ! Il est surtout réputé pour entretenir des liens étroits avec la maffia et pour s'être constitué un réseau d'influence dans l'ensemble du pays. Il serait même en affaires avec les frères d'Hilary Clinton, au grand dam du département d'Etat[9]. Même s'il se laisse aller parfois à des propos séparatistes volontairement provocateurs, il n'est pour l'instant pas question pour lui de scier la branche sur laquelle il s'est assis et qui fait de lui l'un des hommes les plus riches et les plus puissants du pays. D'autant plus que l'armée géorgienne a déployé sa 25e brigade motorisée près de Batoumi et que l'armée russe entretient à quelques kilomètres de là une base militaire forte de 1650 hommes.

La question de la Djavakhétie

La Djavakhétie est l'une des régions frontalières les plus pauvres de la Géorgie. Ses 50000 habitants sont presque tous de souche arménienne et tirent l'essentiel de leurs revenus de la présence d'une base militaire russe près d'Akhalkalaki. L'évacuation prévisible de cette base suscite les plus vives inquiétudes au sein de la population qui craint de voir s'évaporer ses principaux subsides. Dans ce contexte incertain, des nationalistes arméniens multiplient les actions, pour l'instant non-violentes, pour demander le rattachement de la Djavakhétie à l'Arménie voisine.

Les Turcs de Meskhétie

En 1944, Staline déporta en Asie centrale 80000 Turcs originaires de Meskhétie, une zone montagneuse située aux confins de la Géorgie et de la Turquie. Après avoir adhéré au Conseil de l'Europe en avril 1999, Tbilissi s'est engagé à mettre en œuvre un programme visant le retour progressif en Géorgie des Turcs de Meskhétie. Une telle décision a cependant provoqué des réactions négatives de la part du Parlement, notamment au sein des partis politiques proches de la minorité arménienne qui peuple désormais cette région.

P. R.
(A suivre)

[9] *The Economist Intelligence Unit Country Report (Georgia), Londres, 4th quarter 1999, pp. 14-15.*